

Pertuis pendant la guerre

En juin 1940, alors que la France est envahie par les armées nazies, Pertuis fait partie de la **zone « non-occupée »**. Traumatisée par la brutale défaite des armées françaises, la ville reçoit et abrite des réfugiés du Nord et de Lorraine, qui ont fui devant les troupes hitlériennes. Cet exode a pris fin avec la nouvelle de l'armistice annoncé par le chef du gouvernement, le vieux maréchal Pétain, dans un discours diffusé à la radio le 17 juin. Les Allemands qui avaient atteint Valence, sont remontés au nord de Lyon pour respecter la « ligne de démarcation » qui coupe le pays en deux.

Les restrictions, concernant les matières premières et l'alimentation, mises en place dès le début du conflit en septembre 1939 (*Des cartes et des tickets de rationnement sont délivrés par la Mairie à partir de mars 1940*), maintiennent un climat de guerre, même si la population provençale, sous le nouveau régime de « l'État Français » du Maréchal n'a pas à supporter la présence physique des troupes d'occupation. Cependant, la République n'existe plus et le conseil municipal élu en mai 1935 est remplacé par une délégation spéciale, dont les membres sont nommés par le Préfet. La figure de Marianne est remplacée sur les timbres-poste par le profil du Maréchal Pétain. Dès le 3 octobre 1940, le statut des juifs exclut de la vie publique de nombreux citoyens français.

La population des réfugiés constitue une main d'œuvre appréciée qui compense l'absence des hommes toujours mobilisés ou prisonniers. Deux millions de soldats vaincus restent prisonniers en Allemagne, même si certains, comme Gaston Gilly, retrouvent leur famille après des évasions plus ou moins rocambolesques.

La préoccupation essentielle de tous reste pour de longues années la question du ravitaillement, même dans une bourgade rurale comme Pertuis. Les bouchers doivent fermer boutique les mercredi, jeudi et vendredi. Les boulangers sont tenus de mettre de la farine de fève dans la farine panifiable. On entre peu à peu dans le temps du pain noir, dont on pèsera le morceau pour chacun. La population va réellement avoir faim alors que le « marché noir » fait la fortune de certains.

Les **13 et 14 juillet 1942**, des manifestations - alors interdites - ont lieu à Pertuis, Lourmarin, la Tour d'Aigues... Un « **Front Patriotique de la Jeunesse** » diffuse des tracts, appelle à pavaiser aux couleurs nationales et invite à un rassemblement à 18h30 devant la Mairie. *Les tracts originaux sont exposés au Musée de la Résistance de Fontaine de Vaucluse (1^{er} étage) et y sont bien identifiés comme provenant de Pertuis.* Le rapport du Préfet (*Doc. 64, Arch. Dép., CDDP, La Résistance en Vaucluse*) mentionne le rassemblement d'une quarantaine de femmes dispersé sans incident par la police sur la place de la Mairie. Ces manifestations sont souvent organisées par les membres du Parti Communiste interdit, qui luttent autant contre le régime collaborationniste de Vichy que contre l'occupant nazi. Leur action, commencée le 23 mai 1942, jour de la fête des mères - inventée par Vichy - vise à empêcher les jeunes de partir travailler en Allemagne.

De nombreux communistes étaient alors obligés par les autorités de séjourner à Pertuis en résidence surveillée comme des malfrats (*L'assignation à résidence était une pratique autrefois répandue et concernait d'abord des membres du milieu marseillais, trafiquants ou proxénètes. Pertuis, au nord de la Durance semblait alors fort éloignée de la cité cosmopolite*). C'est le cas de Josette Billoux, dont le mari, François Billoux, député communiste de Marseille, a été arrêté en

octobre 1939 et est alors interné en Algérie (*Le Parti Communiste Français avait été interdit dès septembre 1939, en raison du Pacte germano-soviétique. Les communistes étaient considérés comme des agents de l'Allemagne. Situation dérangeante pour les militants anti-fascistes et intolérable pour les vrais patriotes. L'ambiguïté fut levée par Hitler qui déclencha l'attaque de l'URSS en juin 1941. Dès lors un front commun pouvait unir patriotes et anti-fascistes*). Des réunions ont lieu chez Henri CREVAT pour organiser un **Front National de la Résistance** ouvert aux non-communistes.